

Plan de relance ou plan de défiance sociale ? Macron ne confindra pas notre colère



Ainsi donc le gouvernement de la répression policière, de la réduction drastique des droits des privés d'emplois, de la contre-réforme des retraites, du million supplémentaire de pauvres, de la liquidation des hôpitaux et de toute la protection sociale nous promet un plan de relance.

Un plan de relance. C'est-à-dire ? De quoi s'agit-il ? Ils nous maltraitent depuis des années mais ils ont tout de même un plan qui pourrait faire notre bien ? Vraiment ? Puis de quelle relance parlent-ils ? Celle des emplois, des salaires, de meilleures retraites, de l'augmentation des minima sociaux, de la revalorisation de l'assurance chômage, de l'argent pour les hôpitaux, des aides massives et urgentes pour les jeunes ?

Non, pas vraiment, en fait même pas du tout.

Le plan de relance cible en réalité fortement la grande industrie et les grandes entreprises, quelle que soit leur efficacité productive générale, sans contrepartie en termes d'emplois ou de salaires. C'est comme pour les milliards du CICE, donnés massivement aux entreprises en attendant qu'elles fassent ruisseler, le souci c'est que la source s'est vite tarie quand il s'est agi d'en redistribuer, même un peu, et que ce sont toujours les mêmes qui se sont gavés. Alors on rejoue la même partition ? Visiblement oui.

Mais cette fois il ne s'agit pas seulement de faire plaisir au Medef, il s'agit de tirer profit d'une crise sanitaire et économique d'une rare ampleur pour accélérer comme jamais le mouvement de démantèlement de notre modèle social et de toutes les garanties qui y sont rattachées.

Ce qui se joue actuellement est extrêmement grave et la « loi sur la sécurité globale » vient pour parachever le tout et nous pousser inexorablement dans l'ère de la répression et de la soumission à l'ordre ultra-libéral sauvage. Des experts mandatés par le conseil des droits de l'homme de l'ONU interpellent même le gouvernement français sur un texte qui porte ni plus ni moins sur la fin de « l'État de droit ».

L'enrobage du « plan de relance » baptisé « France Relance » est d'apparence scintillant. Mais au final, ce plan est juste un produit marketing de plus dans la politique libéral et répressive de ce gouvernement.

« La France n'a pas de problème de demande », avait déclaré devant l'Assemblée nationale le ministre de l'économie. Il n'y aura donc pas de plan de relance de la consommation, pas de renforcement des transferts sociaux ni de développement de l'emploi public, rien de tout cela. Les plus fragiles n'auront pas grand-chose dans ce plan. La ligne « soutien aux personnes précaires » s'établit à 0,8 % du montant global, une aumône... Dans le même temps les plus fortunés ne sont pas inquiétés, aucune taxation sur le capital, aucune instauration de l'ISF, aucune ressource propre pour financer ce plan, qui sera uniquement soutenu par la dette. Oui par la dette ! Parce que demain c'est nous qui allons la rembourser, et ce sera alors le retour du cycle infernal de plus d'austérité encore.

Il ne s'agit donc pas d'un « plan de relance » en faveur des travailleurs et de la population, mais simplement d'une opération de communication pour masquer la réalité : Une accélération de la fin de notre modèle social et de notre état de droit. Quand la défiance est grande la colère gronde, et pour demain c'est un plan de révolte que nous préparons.

La FNPOS CGT appelle à participer massivement aux manifestations et rassemblement **le 5 décembre 2020 au côté des précaires et des demandeurs d'emploi** contre la précarité, pour l'arrêt des licenciements et le 100 % Sécu....